

Fred Weir : l'OTAN et la Russie en route vers une collision depuis 30 ans

Fred Weir est un journaliste canadien qui vit à Moscou et se spécialise dans les affaires russes. Suivez le professeur Glenn Diesen : Substack : <https://glenndiesen.substack.com/> X/Twitter : https://x.com/Glenn_Diesen Patreon : <https://www.patreon.com/glenndiesen> Soutenez les recherches du professeur Glenn Diesen : PayPal : <https://www.paypal.com/paypalme/glenndiesen> Buy me a Coffee : buymeacoffee.com/gdiesen Go Fund Me : <https://gofund.me/09ea012f> Achetez des produits dérivés Diesen : <https://diesen-shop.fourthwall.com/en-nok> Livres du professeur Glenn Diesen : <https://www.amazon.com/stores/author/B09FPQ4MDL>

#Glenn

Bon retour parmi nous. Pour la première fois aujourd'hui, nous recevons Fred Weir, un journaliste qui s'est installé à Moscou en mille neuf cent quatre-vingt-six. Il travaillait alors pour la Canadian Tribune. Il s'y est ensuite établi de façon permanente et, depuis, il couvre les événements politiques à Moscou en tant que correspondant. Merci donc d'être avec nous.

#Fred Weir

C'est un grand plaisir. J'ai regardé certains de vos podcasts, et je suis impressionné par la grande diversité des personnes que vous recevez, ainsi que par les échanges intéressants que vous savez créer.

#Glenn

Merci. J'ai le sentiment qu'à notre époque, on n'entend pas beaucoup ce genre de choses dans les médias. Ce qui me frustre souvent, c'est que nous sommes dans une situation très dangereuse. On dirait que, pour les responsables politiques comme pour les médias, la seule façon d'expliquer ce qui se passe, c'est de dire : nous sommes les gentils, nos adversaires sont les méchants. Si l'on considère le passage d'un monde unipolaire à un monde multipolaire, c'est forcément une mauvaise chose. Et si c'est mauvais, il faut le rejeter. Je veux dire, il y a un manque de nuances et de volonté de s'adapter. Alors, j'essaie d'apporter ma contribution. Mais aujourd'hui, je voulais tout de même parler de l'évolution, ou du développement, des relations entre la Russie et l'Occident.

Parce que, encore une fois, l'avantage de votre présence sur place, en tant que journaliste occidental à Moscou depuis maintenant quarante ans, c'est que vous avez une perspective tout à fait unique sur l'évolution des relations entre l'Occident et la Russie depuis la fin de la guerre froide. Comment a-t-on pu passer de cet immense optimisme du début des années quatre-vingt-dix, quand

on pensait être désormais sur la voie d'une paix durable, à la situation actuelle, où l'on parle, au fond, d'une troisième guerre mondiale et de la possibilité d'un échange nucléaire ? Donc oui, ma question est très vaste, mais avec le recul, quand vous repensez à la fin de la guerre froide, est-ce que vous voyiez déjà les racines de ces causes-là, liées à des attentes différentes en matière de paix et de sécurité ?

#Fred Weir

C'était une époque totalement différente. Quand je me suis installé à Moscou, c'était à l'aube de l'ère Gorbatchev. Et ces quelque cinq années, la dernière période de l'Union soviétique, ont vu le démantèlement de la guerre froide et, comme on l'a vu par la suite, de l'Union soviétique elle-même. Mais l'état d'esprit des gens autour de moi... eh bien, ils en avaient assez de leur gouvernement, du système soviétique. Je veux dire, la plupart des gens que je fréquentais appartenaient à l'intelligentsia éduquée, si l'on peut dire. Et il a toujours été plus difficile de cerner les Russes ordinaires quand on part de Moscou. Et, vous savez, on ne sait pas vraiment ce qu'ils pensaient. Mais lorsque l'État s'est effondré, ils étaient très certainement apathiques, dans leur immense majorité.

Mais, à l'époque, l'attitude des gens autour de moi ne se limitait pas à penser que leur système était un échec et une source de honte. Chaque fois qu'ils allaient à l'Ouest — et beaucoup y allaient, de différentes manières, à cette époque — ils voyaient une société, un mode de vie, indéniablement supérieur. Ils le voyaient, tout simplement, et ils y croyaient. Et moi, j'étais souvent critique. Vous savez, je viens d'un milieu canadien de gauche, et j'essayais d'introduire des opinions un peu plus nuancées sur la vie à l'Ouest. Mais l'occasion d'un rapprochement était là. C'était si évident que Ronald Reagan, un vieux combattant de la guerre froide, l'a vue et l'a saisie.

Et quand l'Union soviétique s'est effondrée, il me semble — et c'est le recul qui me le fait dire, parce que je ne pensais rien de tout cela à l'époque — qu'il s'agissait de l'un des grands tournants de l'Histoire. Vous savez, comme après les guerres napoléoniennes, ou après la Première Guerre mondiale, ou la Seconde Guerre mondiale, quand l'ancien ordre avait clairement été brisé. Dans ces cas-là, par une grande guerre. Mais dans celui-ci, par une longue et difficile guerre froide. Dans tous ces cas, ils ont organisé une grande conférence. La plupart du temps, c'étaient les vainqueurs. Mais en mille huit cent quinze, le Congrès de Vienne ne réunissait pas seulement les vainqueurs. C'était une rencontre plus large, plus inclusive, qui a permis d'établir un ordre en Europe ayant duré et préservé la paix pendant un siècle.

Après la Première Guerre mondiale, c'était différent. C'était une conférence empreinte de vengeance. Mais après la Seconde Guerre mondiale, ils ont créé un ordre qui existe encore aujourd'hui. C'est le dernier vestige de stabilité dont nous disposons. Et en mille neuf cent quatre-vingt-onze, il n'y avait pratiquement rien. Il y a eu des négociations, la réunification de l'Allemagne, et quelques documents à ce sujet. Mais on ne peut pas vraiment désigner grand-chose qui ait été décidé, à ce moment critique, sur ce que devrait être le futur ordre en Europe et dans le monde. Puis l'Union soviétique

s'est effondrée. Et je me souviens avoir été inquiet, dès le début des années quatre-vingt-dix, lorsque ce sentiment pro-occidental à Moscou était écrasant.

Je veux dire, même les communistes de cette ville, dans les années quatre-vingt-dix, ne pensaient pas qu'il existait pour la Russie d'autre destination que de rejoindre l'ordre mondial dirigé par l'Occident. Peut-être qu'ils avaient leurs propres conditions, leurs divergences, et ainsi de suite. Mais ils ne voyaient pas d'autre option. Et quand Poutine est arrivé, après les désastres des années quatre-vingt-dix pour la Russie — ce fut une décennie catastrophique ici — lui aussi voulait une réconciliation. Il voulait devenir un partenaire dans un ordre dirigé par les États-Unis. Et cela lui a pris pas mal de temps. Je veux dire, je suppose qu'il a exposé son idée d'une troisième voie en deux mille sept, lors de la Conférence de Munich sur la sécurité. Mais le chemin qui y a mené a été jalonné de terribles déceptions pour la Russie.

Pas seulement l'échec du capitalisme à l'occidentale à s'implanter en Russie, ni les manœuvres des conseillers occidentaux dans les années quatre-vingt-dix, qui visaient à accélérer la croissance du capitalisme aussi vite que possible. Et, par conséquent, ils ont clairement encouragé l'émergence d'une oligarchie. Je veux dire, tout cela a alimenté une décennie d'effondrement et de catastrophe : crash économique, implosion sociale ici. Et aussi, progressivement, la perte de cette conviction que l'Occident était la réponse, qu'il représentait le modèle de l'avenir. Et j'imagine que les différents secteurs de l'élite russe voyaient cela à travers des prismes différents. Mais, vous savez, tout le monde ressentait cette perte progressive de repères. Ce qui explique que, lorsque Poutine est arrivé au pouvoir, il a mis en place un programme assez draconien.

C'était libéral, au sens classique du terme. Libéral sur le plan économique, sur le plan social. Mais politiquement, c'était autoritaire. C'était le rétablissement de ce qu'il appelait, lui, la « dictature de la loi ». Mais, en réalité, il a repris le système créé par Eltsine. Ce système portait intrinsèquement, dans la Constitution russe, la possibilité d'une présidence très forte. Elle était déjà là. C'est Eltsine qui l'a mise en place. Mais Poutine l'a exploitée, il l'a développée. La Russie est donc revenue à un type de système autoritaire, qu'elle connaît depuis mille ans. Mais j'ai beaucoup écrit sur les possibilités démocratiques qui existaient, de manière très, très claire, à l'époque de Gorbatchev. Et dans les années quatre-vingt-dix, elles ont été en grande partie étouffées en mille neuf cent quatre-vingt-treize. Malgré tout, la Russie aurait pu prendre d'autres directions.

Et si l'Occident avait eu une attitude différente... Par exemple, si l'effondrement de l'Union soviétique s'était produit à l'époque de Franklin Delano Roosevelt, et qu'il avait apporté en Russie les idées du New Deal, elles auraient bien mieux fonctionné en Russie que la thérapie de choc. Mais enfin, tout cela appartient au passé. Et je ne suis pas sûr de répondre à votre question, mais il y a eu un long et douloureux cheminement vers la désillusion, jusqu'au discours de Poutine, en deux mille sept, à la Conférence de Munich sur la sécurité. Et, d'une certaine manière, tous les Russes sont passés par là. Mais la Russie que Poutine a construite, et qu'elle est devenue depuis deux mille sept, ce n'est pas

une voie occidentale. Ce n'est pas non plus un retour à l'Union soviétique, ni à l'Empire russe, ni quoi que ce soit de ce genre. Les réformes libérales, qui sont en quelque sorte nées dans les années mille neuf cent quatre-vingt-dix, n'ont pas été conçues par Poutine. Mais elles ont transformé la Russie.

Ce pays, vous savez, a la propriété privée, une économie de marché. L'économie de consommation repose entièrement sur les principes du marché. L'État peut jouer un rôle plus important dans les hautes technologies, l'industrie lourde et les matières premières. Mais dans l'économie où je vis, celle où je fais mes courses, où je vais au restaurant ou boire un café, ce n'est pas si différent du Canada dans lequel j'ai grandi. Vous savez, la vie dans la rue. La propriété privée, surtout celle des terres, a produit une différence énorme sur le long terme. Mais même à court terme, le fait de pouvoir acheter et posséder un terrain, pour la première fois depuis mille ans, change tout. Quand je l'explique à des Occidentaux, vous savez, qu'on peut réellement acheter un terrain et en être propriétaire, ils répondent : « Oui, et alors ? » Mais cela n'a jamais été le cas dans aucune Russie. Personne, à part un tsar, ne pouvait montrer un morceau de terre et dire : « Ceci m'appartient. »

Mais ma femme fait partie de la première génération de Russes à pouvoir le faire. Et récemment, elle a déposé une copie géodésique de notre terrain au bureau du cadastre, un peu comme on le ferait, j'imagine, en Norvège. Je veux dire, tout cela est encadré par des lois, des règles d'urbanisme, des obligations fiscales et ainsi de suite. Mais, au fond, il s'agit de la propriété foncière. Et la possibilité de posséder des terres et de les reconvertir à des fins commerciales a provoqué un boom du logement, non seulement à Moscou, à Saint-Petersbourg et dans quelques autres grandes villes russes, mais presque partout. La banlieue se développe. Et cela a aussi provoqué un boom agricole. Vous savez, il faut se pincer quand on se rappelle que l'Union soviétique était le plus grand importateur de céréales au monde, et que la Russie est aujourd'hui l'un des plus grands exportateurs de céréales. Et tout cela vient d'une révolution agricole fondée sur la propriété privée, et non plus, vous savez, sur l'idée de Boukharine de petits paysans propriétaires.

Ce sont des entreprises agroalimentaires, mais elles sont extrêmement productives. Et aujourd'hui, quand on va au supermarché, pratiquement tout ce qui se trouve au rayon fruits et légumes est produit dans le pays. Tout cela a donc d'immenses implications. La Russie d'aujourd'hui est une planète complètement différente de l'Union soviétique que j'ai connue. Et je me sens profondément mal face à la guerre qui a eu lieu. Je vois toutes les dynamiques qui y ont conduit. J'ai des sentiments contradictoires à ce sujet. Mais au fond, toutes les possibilités qui auraient pu exister lors de l'effondrement de l'Union soviétique — s'il y avait eu une diplomatie créative, ne serait-ce qu'un peu de vision à long terme, des dirigeants prêts à s'asseoir et à élaborer un nouveau plan pour un ordre mondial de base — tout ce qui aurait pu empêcher d'en arriver là ne s'est jamais produit. Et nous en sommes là.

#Glenn

Oui, j'ai parlé à des Russes du secteur agricole qui font cette comparaison entre le système soviétique et aujourd'hui. À l'époque de l'Union soviétique, l'État allait voir les agriculteurs et leur

disait, en gros, quoi produire. Et s'ils ne pouvaient pas livrer, alors au moins, qu'ils mentent à ce sujet. Mais aujourd'hui, c'est différent. L'État va toujours voir les agriculteurs, mais il leur demande : comment peut-on rendre cela plus efficace ? Quelles infrastructures faut-il construire ? Quelles technologies faut-il utiliser ? Cela devient donc une relation différente.

Mais je voulais vous interroger sur la normalisation des relations entre l'Occident et la Fédération de Russie après l'Union soviétique. Parce que, vous savez, vous avez évoqué la Première et la Seconde Guerre mondiale. Après la Première Guerre mondiale, l'approche adoptée avec le traité de Versailles consistait en quelque sorte à affaiblir durablement les Allemands, pour qu'il n'y ait plus de problème allemand. Après la Seconde Guerre mondiale, ils ont fait l'inverse, un peu comme ils l'avaient fait avec les Français après les guerres napoléoniennes. Autrement dit : leur donner une place à la table. Les accueillir parmi eux. Bien sûr, les critiques souligneraient que l'Allemagne a peut-être été accueillie ainsi en raison de la menace soviétique.

Il fallait industrialiser, réindustrialiser l'Allemagne pour en faire, vous savez, une locomotive capable de tirer l'Europe occidentale vers l'avant, plutôt que d'en faire, oui, plutôt que d'en faire un vaste système de champs de pommes de terre. Mais au début des années mille neuf cent quatre-vingt-dix, la Russie et l'Occident parlaient de construire un système commun de sécurité paneuropéen. Cela reposait en grande partie sur les discussions issues des accords d'Helsinki de mille neuf cent soixante-quinze. Ensuite, il y a eu la Charte de Paris pour une nouvelle Europe, en mille neuf cent quatre-vingt-dix, puis, bien sûr, le développement de l'OSCE en mille neuf cent quatre-vingt-quatorze. Les principes clés reposaient, là encore, sur le consensus d'Helsinki : plus de lignes de division, une sécurité indivisible, plus de politique des blocs. Mais à quel moment, et pourquoi, selon vous, cette vision a-t-elle commencé à s'effondrer ?

#Fred Weir

Eh bien, c'est surtout Gorbatchev qui dessinait des visions très lumineuses d'une Europe unie, vous savez, de Vladivostok à Lisbonne, et ainsi de suite. Et il y a eu quelques avancées, comme vous le dites. Mais les décisions fondamentales qui auraient dû être prises, je veux dire, en matière d'architecture de sécurité européenne, c'était là l'essentiel. Le Pacte de Varsovie s'est dissous. Peut-être que l'OTAN aurait pu se dissoudre elle aussi, et qu'on aurait pu mettre autre chose à sa place, quelque chose de plus inclusif. Parce que dans ce vide, l'Union soviétique avait bel et bien disparu. Elle n'était tout simplement plus autour de la table. À la place, il y avait cette ménagerie de petits États, et une grande Russie. Et ils n'ont pas... Je me souviens qu'il y a eu beaucoup de débats aux États-Unis sur la manière de traiter la Russie, mais sans véritable consensus.

Et au final, ils ne l'ont pas fait. Je pense que cela s'est produit surtout sous Clinton. L'idée de base, c'était : élargissons simplement nos institutions, l'O.T.A.N. en premier lieu. Et l'Union européenne prenait de l'importance. Ce sont des institutions éprouvées, qui ont fait leurs preuves, qui ont remporté la bataille de l'Histoire. Alors continuons simplement à les étendre vers l'Est. C'est une idée qu'ils n'ont toujours pas abandonnée, vous savez. Pourtant, je pense que c'était clair pour les

Russes. Je pense même que c'était clair pour Boris Eltsine : il n'y aurait pas de place, dans la Russie, pour la Russie. La Russie est trop grande, trop rétive. Elle n'est pas assimilable de la même manière que la Pologne ou la Tchéquie.

Et je pense que l'idée américaine, c'était d'avoir des alliés, de nouveaux alliés, un peu comme après la Seconde Guerre mondiale. Et d'élargir simplement l'ordre établi après la Seconde Guerre mondiale, mais cette fois avec nous aux commandes, et non dans un système bipolaire. Et avec le recul, je pense qu'on voit bien que c'était désastreux. Parce qu'une Russie laissée à l'extérieur, surtout une Russie qui rebondissait sur les plans économique, social et géopolitique sous Poutine, n'allait pas l'accepter. Il fallait une stratégie pour la Russie, quelque chose qui puisse l'inclure, qui puisse l'attirer. Et je pense que les faits montrent assez clairement que, durant les premières années des années deux mille, Poutine y était tout à fait favorable.

Mais il a été déçu de bien des manières. La guerre en Irak en a été une. Il y a aussi eu l'incapacité de l'Occident en général, et des Américains en particulier, à voir la guerre en Tchétchénie comme faisant partie de la guerre contre le terrorisme. Car les Russes considéraient très clairement, au moins la seconde guerre de Tchétchénie, comme une lutte contre le fondamentalisme islamique et le terrorisme. Les Américains ne se sont pas seulement opposés à cette vision, ils ont encouragé les rebelles tchétchènes. Et ce sont ce genre de choses qui l'ont progressivement conduit à la conclusion que la Russie devait suivre sa propre voie, une voie qui fonctionne pour elle. Et je pense qu'il l'a fait.

C'est aussi à ce moment-là qu'a eu lieu sa rupture personnelle avec l'Occident. Je me souviens que, au début des années deux mille, l'ambassadeur du Canada ici nous avait invités, nous les journalistes, à déjeuner. Et il faisait l'éloge de Poutine. « Poutine... vous, les journalistes, vous ne semblez pas le comprendre. » Nous lui faisions remarquer ses tendances autoritaires, et ainsi de suite. Mais beaucoup de gens — ou du moins certains, en Occident — voyaient Poutine comme un partenaire potentiel, de la même manière que Poutine voyait la Russie comme un partenaire de l'Occident. Même s'il a poursuivi des choses comme le rapprochement avec la Chine, et le règlement des questions frontalières avec la Chine — tout cela s'est fait au début, sous Poutine. Mais son principal axe, et celui de la politique étrangère russe jusqu'aux environs de deux mille quatorze, c'était l'Union européenne et l'Occident au sens large.

Et quand il s'agit de partenariats géopolitiques, ils n'ont pensé qu'à conclure un accord avec les Américains. C'est peut-être un vestige de la Guerre froide chez eux, mais c'est encore très présent. C'est, au fond, l'espoir de Poutine avec Donald Trump : qu'ils puissent relancer, qu'ils puissent mettre en place une forme de partenariat bilatéral. Mais, bien sûr, les choses sont allées beaucoup trop loin. Et je ne vois aucun retour en arrière possible, au moins tant que la guerre en Ukraine ne sera pas terminée. Et tout dépendra de la manière dont elle se terminera. Je ne vois aucune possibilité de remodeler, de façon durable et constructive, l'architecture de sécurité mondiale, ni même européenne.

#Glenn

Oui, eh bien, Poutine est intéressant, précisément parce qu'il est là depuis si longtemps qu'il est facile de suivre l'évolution de sa position. Je veux dire, au début des années deux mille, je pense qu'il a vu une occasion avec les États-Unis. Enfin, qualifier le onze septembre d'occasion est peut-être un peu sombre, mais, en essayant essentiellement de s'associer aux États-Unis dans la guerre contre le terrorisme, le fait d'avoir un ennemi différent pouvait, en quelque sorte, les mettre dans la même équipe. Ça ne s'est pas concrétisé. Il a aussi essayé avec l'Union européenne, c'est-à-dire pour régler la question du voisinage commun, des pays comme l'Ukraine. En deux mille cinq, ils avaient cet accord sur les espaces communs, qui disait, vous savez, qu'il fallait harmoniser nos efforts d'intégration et veiller à ce qu'ils ne soient pas de nature à somme nulle. Mais, vous savez, ça n'a plus rien voulu dire dès le moment où cela a été signé.

L'Union européenne a continué, en quelque sorte, sur la même voie, avec cet accord et une Europe centrée sur l'Union européenne, où les pays devaient se découpler de la Russie et se rapprocher de l'Ouest. Donc, au fond, rien n'a vraiment changé. Mais je voulais vous interroger sur un point. Vous avez dit avoir des sentiments contradictoires à propos de la guerre. Et je pense que c'est pertinent. J' imagine que je ressens souvent la même chose. D'un côté, j'ai toujours pensé qu'une guerre entre les Ukrainiens et les Russes serait impensable. De l'autre, cela aurait aussi dû être prévisible dès deux mille quatre, surtout parce que la révolution orange a en quelque sorte montré clairement sur quelle voie nous pouvions nous engager si l'Ukraine devenait un État de première ligne pour l'OTAN. Et puis, encore une fois, en deux mille huit, nous avons entendu, en substance, les puissances occidentales — enfin, de nombreux chefs des services de renseignement, responsables politiques et ambassadeurs — le dire clairement eux aussi : cela pouvait nous mener sur la voie de la guerre.

Angela Merkel l'a dit. Et accorder à l'Ukraine un plan d'action pour l'adhésion à l'OTAN serait interprété par Moscou comme une déclaration de guerre. Mais, là encore, d'un autre côté, je ne pense pas non plus que les Russes auraient dû envahir. D'un autre côté, je reconnais aussi que les alternatives étaient épuisées et que les Russes y voyaient une menace existentielle. Donc, là encore, des sentiments contradictoires, comme vous le dites. Mais comment en est-on arrivés là ? Comment voyez-vous le cheminement qui a mené à la guerre ? Et vers quoi cela se dirige-t-il ?

#Fred Weir

Un point que je pense devoir souligner — et sur lequel je ne suis pas d'accord avec beaucoup de mes collègues, ou peut-être qu'ils n'y ont pas réfléchi — concerne la politique de Moscou envers ce qu'on appelle « l'étranger proche », l'ancien espace soviétique, enfin, quel que soit le nom qu'on lui donne. Les gens disent que Poutine veut restaurer l'Union soviétique ou l'Empire russe. Que c'est du néo-impérialisme. Mais ce n'est pas tout à fait ça. Je pense qu'il est assez clair que la politique fondamentale menée par Moscou, y compris depuis les années quatre-vingt-dix, ressemble davantage à ce que les marxistes de l'après-guerre appelaient le néocolonialisme. Vous avez ces

États indépendants. Vous acceptez qu'ils soient indépendants, qu'ils aient leurs propres systèmes de gouvernement et leur existence distincte. Mais vous les maintenez dans votre sphère d'influence par différents moyens.

Au-delà des grands accords internationaux, comme les alliances économiques, militaires et politiques, on peut aussi recourir à des méthodes plus indirectes : les flux de capitaux, les flux de main-d'œuvre, toutes ces choses qui, en quelque sorte, créent une sphère. La « sphère d'influence » est un terme chargé, mais je pense que c'est, au fond, l'approche russe. Et pas pour restaurer... Par exemple, en deux mille huit, quand l'armée russe a vaincu l'armée géorgienne dans cette brève guerre, pourquoi n'a-t-elle pas marché sur Tbilissi ? Elle n'a même pas essayé de changer le régime. Elle s'est repliée sur les lignes qui existaient depuis le début. Et oui, elle fait de ces petits États sécessionnistes des protectorats. C'est l'un des moyens de contrôle. Mais elle n'a pas essayé de changer le régime, et c'est assez révélateur.

Parce qu'ils ont facilement gagné cette guerre. Et encore une fois, en deux mille quatorze, vous savez, les forces de police de Moscou auraient pu vaincre l'armée ukrainienne dans le Donbass, en deux mille quatorze. Mais elles ne l'ont pas fait. Elles ont sécurisé les républiques populaires, et elles comptaient s'en servir comme moyen de pression en Ukraine. Je ne dis pas que la politique russe est sympathique. C'est une forme de politique, vous savez, coloniale. Un peu comme la France en Afrique, ou, vous savez, beaucoup d'autres cas. Mais ça appartient à cette catégorie de politiques. Et cela risque peut-être de changer maintenant, parce que Poutine mène une guerre totale et qu'il doit... Les revendications territoriales n'ont jamais été très haut dans la liste des exigences russes. L'essentiel, c'est qu'ils veulent une Ukraine qui soit, en quelque sorte, dans la sphère d'influence russe. Pas d'OTAN, c'est certain, et d'autres choses qui la maintiennent dans cette orbite.

Mais peut-être que maintenant, après toutes ces années de guerre, il y a une revendication territoriale qui vient vraiment bouleverser l'ordre établi. Vous savez, tout le système mondial fondé sur le principe de ne pas modifier les frontières par la force. Ce n'est pas la première fois que cela arrive, mais là, c'est à grande échelle. Et donc, vous savez, j'en viens à votre question, désolé. Mais en deux mille vingt-deux, je voyais tous les problèmes. Je pensais que les Russes faisaient une sorte de théâtre militaire kabuki avec ce déploiement de forces à la frontière. Ils essayaient de faire pression sur l'OTAN pour renégocier les termes et faire reculer la demande d'adhésion de l'Ukraine à l'OTAN. Je pensais qu'il avait beaucoup d'options. Et, personnellement, je suis d'origine ethnique ukrainienne pour moitié.

#Fred Weir

Cela a fait partie de mon domaine de couverture, comme journaliste, pendant une vingtaine d'années. J'ai passé beaucoup de temps en Ukraine. Bon, je n'ai pas de sentiment de possession particulier à l'égard de cet endroit. La pensée qui me vient surtout, quand je suis là-bas, c'est : Dieu merci, mes grands-parents ont émigré au Canada en mille neuf cent deux. Mais malgré tout, je sais, parce que j'ai passé mon enfance à aller à l'école ukrainienne chaque semaine, à Toronto, que l'

Ukraine existe, que la nation ukrainienne existe. Elle a le droit d'exister séparément. Et voir cela... enfin, je n'aurais jamais imaginé que cela puisse être menacé.

C'était impensable pour moi. Et, d'une certaine manière, ça l'est encore. Alors, comment Poutine s'est convaincu de faire la guerre... tout ça, enfin, l'Histoire nous le dira un jour. Mais, de toute évidence, il l'a fait avec un petit groupe très restreint de personnes. Principalement des gens des services de sécurité, j'imagine. Parce que toutes les sources à qui j'ai parlé — et je suis sûr que les personnes à qui vous avez parlé aussi, des gens comme Fiodor Loukianov, vous savez, qui ont de très bonnes connexions dans les milieux de la politique étrangère à Moscou — n'en avaient pas la moindre idée. Jusqu'au tout dernier jour, ils me disaient : « Il n'y aura pas de guerre. » Ils ont donc tous été tenus à l'écart. Et c'est Poutine qui en a décidé ainsi. Donc, c'est sa responsabilité, vous voyez. Mais ce que nous avons constaté depuis... enfin, la guerre a commencé, et Poutine a eu la lucidité de comprendre, en quelques semaines, que l'opération de changement de régime qu'il avait lancée n'allait pas fonctionner.

Et il s'est retiré, puis il a essayé de négocier la paix. Là encore, les principales conditions étaient la neutralité de l'Ukraine et une certaine démilitarisation, pas la question des territoires. On ne sait toujours pas pourquoi cela a échoué. Puis le conflit s'est transformé en une guerre plus vaste. Et Poutine essayait toujours de la mener avec des moyens très limités. Vous savez, pendant toute l'année deux mille vingt-deux, la plupart des combats étaient menés par des milices ukrainiennes du Donbass. Je veux dire, c'est une dimension de cette guerre qui n'est presque jamais évoquée, et, en fait, on ne peut pas le dire. Cette guerre comporte de forts éléments de guerre civile en Ukraine, avec les mercenaires, les mercenaires de Wagner, et ainsi de suite.

Ce n'est qu'après les revers de la fin de l'année deux mille vingt-deux que l'ensemble de la ligne de front a été placé sous le contrôle du ministère russe de la Défense. Et même à ce moment-là, ce n'est que maintenant qu'ils passent réellement à une économie de guerre totale. Et, vous savez, je ne peux pas dire que... enfin, cela a pris une tout autre ampleur par rapport à ce que nous avions en février deux mille vingt-deux. Aujourd'hui, c'est une créature très différente. Un monstre. Et on comprend pourquoi, du moins chez la plupart des Russes de mon entourage, les gens avec qui je parle. Ce sont des personnes éduquées, qui pensent par elles-mêmes. Ils sont tous plus ou moins d'accord pour dire que ce n'est pas une guerre contre l'Ukraine. C'est une guerre contre l'Occident collectif. Vous pouvez dire que c'est l'argumentaire du Kremlin, mais c'est ce que la plupart des Russes que je connais croient sincèrement.

#Glenn

J'ai toujours pensé que l'erreur de calcul que nous avons faite en Occident après la guerre froide, concernant l'architecture de sécurité, a été de construire une nouvelle Europe organisée principalement autour de l'OTAN, de l'Union européenne, mais aussi d'ONG spécifiques et de toute cette architecture. La Russie n'avait essentiellement pas de place à la table, et c'était voulu. Cela signifiait qu'elle n'avait aucune voix institutionnelle, aucune influence. Et l'hypothèse était, vous

savez... enfin, l'hypothèse semblait être que, s'il existe un cadre institutionnel dans lequel ils n'ont aucune voix, alors ils n'auront rien à dire et finiront tout simplement par disparaître. Mais, vous savez, cela n'a pas beaucoup de sens pour le plus grand pays d'Europe. Donc, je pense que, là encore, l'erreur de calcul a été de priver les Russes de toute influence institutionnelle. Ils se sont alors retrouvés à dépendre de manière excessive de la puissance militaire. Or, si vous êtes une grande puissance et que vous devez avoir une certaine influence dans votre propre voisinage afin de vous assurer que cela ne compromet pas votre sécurité, alors... cela semble être une recette pour le désastre. Mais, concernant l'approche russe vis-à-vis de l'Ukraine, je suis d'accord. En deux mille vingt-deux, quand la guerre a commencé, je pense qu'il y avait beaucoup d'indices. Le nombre de soldats entrés en Ukraine suggérait que, vous savez...

#Glenn

L'occupation était vraiment l'objectif. Beaucoup d'analystes américains de premier plan ont souligné que, compte tenu, vous savez, des bombardements menés par les Russes durant le premier mois, les Américains en avaient fait davantage pendant les vingt-quatre premières heures en Irak. Mais c'était parce qu'ils ne voulaient pas — enfin, pas seulement par bonté d'âme — parce que si vous bombardez trop durement, si vous causez trop de destructions, cela va ensuite compliquer la diplomatie. Et Zelensky a confirmé, dès le premier jour après l'invasion, qu'il avait été contacté par les Russes pour entamer des discussions sur le rétablissement de la neutralité. Donc, encore une fois, c'était un objectif limité : rétablir la neutralité de l'Ukraine, l'éloigner des lignes de front d'une Europe divisée. Mais aujourd'hui, quatre ans et demi après le début de cette guerre, la rhétorique a radicalement changé. Il n'est plus question de peuple frère. On entend désormais, vous savez, des références à la soi-disant Ukraine, ce qui revient, au fond, à rejeter la souveraineté de cette nation. Mais comment voyez-vous cette évolution ? Parce que, oui, c'est préoccupant.

#Fred Weir

Oui, non, c'est tout à fait le cas. Heureusement, rien n'indique qu'il s'agisse d'une haine ethnique profonde, ou de quoi que ce soit de ce genre. Je suis Canadien, et nous disons souvent que nous avons la plus grande diaspora ukrainienne au monde. Mais ce n'est pas vraiment le cas. La Russie a toujours eu la plus importante. Et le nombre d'Ukrainiens ici, en Russie, a considérablement augmenté avec les réfugiés de guerre. Et ils semblent bien s'intégrer. Il n'y a pas, disons, de haine dans la rue. C'est ce que j'essaie de dire. Il n'y a aucune animosité de cette nature. Mais oui, j' imagine que vous êtes abonnés aux chaînes Telegram des blogueurs de guerre, et ils emploient de plus en plus ce genre de langage. Je ne peux pas vous dire quel langage ils utilisent au Kremlin.

Je ne sais pas. J'espère que ce n'est pas ça, parce que j'espère qu'ils ont une vision de l'après-guerre qui inclut une aide à la reconstruction de l'Ukraine. Ils vont prendre des territoires. On ne sait pas encore quelle étendue. Et ils vont créer une zone du type de la Novorossia. Et je suis sûr qu'ils trouveront suffisamment d'anciens Ukrainiens qui voudront l'habiter. Comme je l'ai dit, j'ai beaucoup voyagé en Ukraine au cours des dernières décennies, notamment dans l'est du pays. Et ce n'est pas

qu'ils étaient pro-russes. Ils votaient toujours pour le Parti des régions, qui défendait leurs droits linguistiques et leur désir collectif de garder la frontière ouverte, de préserver une certaine ouverture héritée de l'époque soviétique, à laquelle ils étaient habitués.

Et je n'ai aucune idée de ce qu'ils pensent tous aujourd'hui. Mais, dans l'est de l'Ukraine, ils étaient tous russophones. Enfin, tout le monde parlait russe. Et ils défendaient l'idée de ne pas rejoindre la Russie, mais d'entretenir de bonnes relations avec elle. Ce que j'ai observé — et je parle uniquement de l'est de l'Ukraine, à l'est du Dniepr — c'est que presque personne n'avait développé une identité ukrainienne. Ils ne se sentaient pas ukrainiens. Et cela ne veut pas dire qu'ils se sentaient russes. Mais, instinctivement, ils voulaient garder les portes et les fenêtres ouvertes vers la Russie. Leur principal repère culturel, c'était la Russie. La langue... ils regardaient tous la télévision russe. Ils voyageaient facilement. Et, de part et d'autre de la frontière, tout le monde a des proches. Absolument tout le monde en Russie a de la famille ukrainienne quelque part en Ukraine, et inversement.

Cette guerre est tragique à bien des égards. Mais ce qui, selon moi, n'apparaît pas encore clairement, c'est que l'idée du Kremlin, l'idée russe, sera de reconstruire les territoires qu'il a pris, ces nouveaux territoires, à l'image de la Russie. Ils le font apparemment déjà à Marioupol. J'allais autrefois à Marioupol, je connais bien cette ville, et j'ai regardé toutes les vidéos de sa destruction sous les bombardements. Cela m'a profondément attristé. Mais je vois maintenant des vidéos, et j' imagine qu'elles sont sélectionnées. Vous savez, on ne peut pas forcément tout croire. Mais, d'après ce qu'on peut voir, une reconstruction massive est en cours dans cette ville, et les gens reviennent. Et je pense que c'est le plan russe après la guerre : passer, là-bas, à l'Est, à une économie de reconstruction, et refaçonner la région à l'image de la Russie.

#Glenn

Oui, il faut le dire. Le seul haut responsable que j'ai entendu employer ce genre de langage dénigrant, ce serait Medvedev, mais c'est un peu le rôle qu'il joue. Lavrov, lui, j'ai vu sa rhétorique récente, surtout ces deux dernières semaines. Elle a insisté sur le fait que la guerre menée par l'OTAN contre la Russie est aussi, dans une certaine mesure, une guerre contre l'Ukraine, par la manière dont la société est dérusifiée. Donc, ça peut vous donner une idée du récit qu'ils adopteront après la guerre. À savoir : oui, recoller les morceaux avec l'Ukraine, en disant, vous savez, qu'ils ont fait ça à nous deux, au fond. Mais oui, concernant l'identité ukrainienne, j'ai toujours pensé la même chose. Dans l'ouest de l'Ukraine, on a souvent tendance à voir l'histoire commune avec la Russie comme une histoire impériale, et toute la culture russe, toute la langue russe, comme un vestige impérial. Alors que dans l'est, on a davantage cette idée de peuples frères, de peuple qui se trompe. Mais j'ai toujours pensé qu'on pouvait malgré tout trouver une forme d'unité en Ukraine.

Cela s'est construit sur l'idée que l'Ukraine a une identité distincte de celle de la Russie, mais pas anti-russe. Je pense que si cela avait été la ligne politique, cela aurait constitué la meilleure base

pour consolider sa souveraineté, qui reste assez récente. Pas forcément la nation elle-même, mais l'État en tant que tel. Mais je voulais vous demander : vers quoi cette guerre se dirige-t-elle ? Parce que, là encore, vous avez... enfin, je suppose que « aux premières loges » n'est pas vraiment le bon terme. Mais vous observez tout cela de très près, en tant que journaliste à Moscou. Selon vous, vers quoi cela se dirige-t-il ? Comment cela va-t-il se terminer ? Car lorsqu'une guerre dure aussi longtemps, il devient très difficile de trouver des compromis, n'est-ce pas ?

#Fred Weir

Oui, et comme je l'ai dit, comme vous l'avez dit aussi, ça prend une dynamique propre. La nature du conflit change. Et les Russes sont clairement frustrés de ne pas réussir à l'emporter sur le champ de bataille. Enfin, c'est ce qu'ils vous diront. J'ai fait un reportage sur ce sujet, qui sera bientôt publié. J'ai interrogé plusieurs experts militaires russes, et tous ont insisté sur le fait que nous avançons, que nous avons l'initiative stratégique. Mais les évolutions technologiques, les drones, leur omniprésence sur le champ de bataille, rendent absolument suicidaire toute manœuvre d'ampleur. Ils développent donc de nouvelles tactiques. Ils avancent par groupes de cinq ou de dix. Vous voyez, ils s'infiltrent dans les zones ukrainiennes. C'est pour cela qu'il y a cette immense zone grise, et très peu de mouvement réel de la ligne de front.

Et je sais qu'ils sont frustrés par ça, parce que toutes les données leur disent qu'ils devraient l'être. Vous savez, ils devraient pouvoir concentrer leur puissance contre ces villes fortifiées et les lignes de front ukrainiennes, et les écraser. Oui. Et c'est ce que leur propre histoire militaire leur indique. Mais les tactiques de guerre ont changé, et surtout avec le développement des drones sur le champ de bataille. Apparemment, il y en a des milliers et des milliers. On ne peut pas sortir dans la rue, dans une zone proche du front, sans être pris pour cible. Alors, à cause de ça, ils se mettent à bombarder massivement l'arrière ukrainien : les infrastructures, les transports, l'électricité et, semble-t-il, les réserves d'eau. Enfin, c'est terrible, parce qu'ils vont pratiquement démolir l'Ukraine et la rendre inhabitable, du moins dans les grandes villes.

Et je veux dire, c'est horrible. Et cela va aussi intensifier les sentiments dont vous avez parlé. Vous savez, les gens n'oublient pas facilement et ils ne pardonnent pas facilement. Et maintenant, on passe à une destruction massive des infrastructures. Je veux dire, ils ne l'avaient pas fait auparavant. Et je suppose que... je ne comprends pas la stratégie russe. Par exemple, il y a dix ponts ferroviaires qui traversent le Dniepr. Ce sont les liens entre l'est et l'ouest de l'Ukraine. Les Américains auraient détruit ces dix ponts dès le premier jour d'une guerre. Les Russes ne l'ont toujours pas fait. Je ne sais pas pourquoi. Mais c'est parce que leur idée n'a jamais été de mener une guerre à grande échelle contre l'Ukraine. Et je crains qu'ils ne commencent à changer d'avis. Et cet hiver, nous verrons, vous savez, des escalades très, très graves là-bas.

#Glenn

Voyez-vous des risques d'obstacles à la paix ? Parce qu'en ce moment, j'entends souvent dire que la situation devient très difficile du côté ukrainien, notamment en termes d'effectifs et de défenses aériennes. C'est pour cette raison, je crois, que Zelensky demande désormais un cessez-le-feu. Les Européens reprennent eux aussi cet appel à un cessez-le-feu inconditionnel. Or, la Russie y voit simplement un moyen de prolonger la guerre, en donnant à l'Occident ou à l'OTAN le temps de se regrouper, de se réarmer, puis de poursuivre le conflit. La Russie demande donc un règlement politique, tandis que l'OTAN et Zelensky réclament un cessez-le-feu temporaire. Voyez-vous une évolution sur ce point ? Y a-t-il des raisons d'être optimiste et de penser que cela finira par se régler à la table des négociations ?

#Fred Weir

Eh bien, l'administration Trump essaie. Elle semble penser qu'il y a une fenêtre de tir. Et peut-être que ce sont simplement leurs propres raisons, vous savez, égoïstes. Mais les experts militaires et les spécialistes de la sécurité russes avec qui j'ai parlé disent qu'il est très peu probable que cela aboutisse tant que les Européens soutiennent Zelensky. Selon eux, les Européens ne peuvent pas envisager l'idée d'une défaite ukrainienne. Et les conditions dont Witkoff et Kushner parlaient sont, en gros, des conditions russes. Vous savez, c'est ce qu'on appelle l'accord qui a émergé d'Anchorage il y a un an, avec quelques éléments en plus. Mais ce sont essentiellement des conditions russes, les conditions minimales de la Russie pour mettre fin à la guerre.

Et ils le feraient... même des experts russes vous diront que les Européens ne l'accepteront pas. Et pour Zelensky, accepter ces conditions, ce serait sa fin. Donc, probablement pas. Et les Américains, du moins Trump... malgré tous ses discours, il ne semble pas capable de garder une seule idée en tête assez longtemps pour aller jusqu'au bout. Et il ne semble pas capable de faire pression sur l'Europe ou sur Kyiv pour les obliger à l'accepter. Donc oui, je pense que la guerre va continuer. Mais tous les experts russes disent que la situation sur le terrain est bien plus favorable qu'il y a un an, et qu'elle le sera encore bien davantage dans un an. Alors, s'ils n'acceptent pas ces conditions maintenant, elles seront plus dures dans six mois, ou dans un an.

#Glenn

Eh bien, oui. Pour finir, où est-ce que les gens peuvent suivre votre travail ?

#Fred Weir

Eh bien, je suis le correspondant à Moscou du Christian Science Monitor, un journal basé à Boston. Il a été fondé par une Église et il est toujours financé par une Église. Je ne suis pas membre de cette Église, mais c'est essentiellement un journal laïque. Comme ce n'est pas un média commercial, il a sa propre façon d'aborder les choses. Et, compte tenu de mon parcours, j'apprécie leur sens de la mission : raconter les événements à hauteur d'homme, ne pas s'engager dans une guerre de l'

information, mais chercher, vous savez, les vraies raisons humaines pour lesquelles les choses se produisent.

Cela correspond bien à mon propre sentiment de mission. Alors, je suis leur correspondant depuis... eh bien, depuis mille neuf cent quatre-vingt-dix-huit. J'ai aussi travaillé pour beaucoup de publications différentes, mais principalement pour le Monitor, que vous pouvez trouver en ligne. C'est un grand journal national aux États-Unis. Et puis, je m'exprime beaucoup sur Facebook. J'ai une page Facebook, et j'y publie souvent des billets. Ce n'est pas aussi prestigieux que votre podcast, mais j'essaie de m'exprimer sur des sujets que mes rédacteurs n'auraient pas validés... alors je le fais sur Facebook. Et voilà.

#Glenn

Eh bien, j'apprécie la mission que vous menez là-bas : sortir de cette guerre de l'information qui domine les médias, et revenir au journalisme. Alors, merci pour votre travail et d'avoir pris le temps.

#Fred Weir

Merci. Ce fut un véritable plaisir.